

# YOUSSEF AMRANI

Cabinet royal, Maroc

**Thierry de MONTBRIAL, Founder and Chairman of the WPC**

Je vais maintenant passer la parole à Youssef pour connaître le point de vue du Maroc, qui est extrêmement important dans cette affaire.

**Youssef AMRANI, cabinet royal, Maroc**

Tout d'abord je voudrais réagir à votre question sur Vienne. Je pense que vous avez raison. La réunion des pays du P5 et des acteurs régionaux concernant la Syrie n'a pas réussi à parvenir à un accord à Vienne. On a trouvé un accord sur nombre de questions concernant le maintien de l'unité territoriale de la Syrie et son futur en tant qu'Etat démocratique où les groupes ethniques et religieux peuvent coexister. On a vu aussi l'expression d'un engagement des participants sur l'aide humanitaire et le travail pour le futur de la Syrie. Cependant, il n'y a pas eu d'accord quant au calendrier de l'avenir de Bachar el-Assad. Voilà pour répondre à votre question sur Vienne, mais je pense qu'il y aura d'autres rencontres, et la question cruciale est le retrait des troupes étrangères en Syrie.

J'aimerais poser deux questions, si vous me le permettez, et la première sera très courte. Où en est la région aujourd'hui ? Tout le monde sait qu'elle s'écroule. Quand je parle de la région, j'inclus le Moyen-Orient, le Maghreb et au-delà de l'Afrique, en particulier le Sahel, car tous les problèmes sont connectés et la région inclut l'Afrique du Nord. Aujourd'hui, tout s'écroule, et il y a de nombreux défis en Syrie, avec plus de 300 000 morts et 10 millions de réfugiés. C'est un pays qui a été divisé en trois parties, l'une est dirigée par Daech et les autres par l'opposition sunnite et kurde et par l'Etat.

L'Irak est également un problème compliqué ; encore une fois les extrémistes prennent le pouvoir, et malgré les efforts de réforme du gouvernement, il y a toujours beaucoup de divisions. Il ne faut pas oublier la Lybie, où la situation est également très compliquée. Malheureusement Bernardino Leon n'est pas là, le Maroc travaille avec lui depuis un mois pour tenter de rassembler les différentes factions libyennes pour établir une constitution et nommer un nouveau gouvernement. Cela a été difficile et après de nombreux mois nous avons pu trouver un compromis sur le gouvernement, mais c'est long et compliqué. Comment implanter une démocratie dans un pays avec deux parlements, deux gouvernements, pas de société civile et pas de partis politiques ? C'est symptomatique des difficultés dans la région.

Je suis complètement d'accord avec Elisabeth pour dire que seuls une solution politique, un dialogue inclusif et des institutions démocratiques peuvent nous aider à avancer dans ces négociations. Je veux poser une autre question à ce propos qui a été posée ce matin par un journaliste américain. Nous devons être très prudents. Les gens raisonnent en termes de création de nouvelles entités dans la région pour tenter de résoudre les problèmes, comme les trois Etats en Syrie ou les trois Etats en Irak. C'est là la pensée de certains acteurs lorsqu'ils réfléchissent à l'avenir de la région.

Nous autres Marocains pensons que respecter l'indépendance, l'unité et l'intégrité territoriales des Etats est essentiel. Nous ne pouvons pas créer plus d'Etats, car plus d'Etats signifie plus de vide, plus d'Etat islamique, et plus de mouvement. Par conséquent, nous ne pouvons plus nous permettre d'autres Etats fragiles et faibles dans notre région, et c'est pourquoi il est important de contrer Daech.

Je n'oublie pas le processus de paix au Moyen-Orient, qui est essentiel ici. Nous ne pouvons pas avoir de paix et de stabilité dans la région si nous n'œuvrons pas au rétablissement du processus de paix entre Israël et la Palestine, parce que si nous ne le faisons pas aujourd'hui, nous pourrions créer un vide dans le futur et peut-être l'apparition d'un nouvel Etat islamique dans la région. Les derniers événements à Jérusalem, l'intensification de l'occupation israélienne et l'internationalisation grandissante du conflit ont démontré l'incapacité à résoudre le conflit ou même à le



gérer. Il est de la plus haute importance que toute la communauté internationale s'implique plus sérieusement pour atteindre cet objectif. Les grandes puissances (l'UE, la Russie, les Etats-Unis) doivent rassembler leurs efforts pour atteindre la solution nécessaire des deux Etats.

Sans oublier que la région du Sahel fait face à une détérioration politique, sécuritaire, humanitaire et des droits de l'homme, exacerbée par les nombreux défis liés à la porosité des frontières, au crime organisé transfrontalier ainsi qu'à la prolifération des menaces liées aux groupes terroristes dans la bande sahélo-saharienne et qui menacent la stabilité des Etats dans la région.

Le Sahel est une grande source d'inquiétude du point de vue de la sécurité, pas seulement pour les pays du Maghreb mais aussi pour l'Europe. Nous avons vu que tout est interconnecté et que la sécurité du Maghreb est la sécurité du Sahel et de l'Europe, à cause d'al-Qaida, Boko Haram et des autres organisations qui opèrent là-bas. Il y a une leçon dans tout ce fouillis géopolitique, qui est qu'aucun Etat ou acteur multilatéral seul a le pouvoir de gérer ou résoudre cette crise. Nous devons assumer la responsabilité partagée si nous voulons résoudre ce problème.

Où va notre région aujourd'hui, et comment pouvons-nous travailler dans ce contexte ? C'est ma deuxième question. Nous avons besoin de quelque chose de nouveau pour notre région et je suis désolé de dire, Elisabeth, qu'hier Mme Mogherini a publié une nouvelle Politique de voisinage pour l'UE, et c'est ce même outil, pas les grandes ambitions, qui nous permettra d'avancer dans nos efforts pour la région.

Nous tous, la France, le Maroc et les autres pays, avons tenté d'insister sur le fait que l'Europe devait avoir des ambitions pour ses voisins, une nouvelle vision, de nouveaux outils. Par conséquent, nous sommes face à de nouveaux faits sur le terrain, des problèmes urgents qui nécessitent un projet rassembleur qui pourrait aider à nourrir la paix et la stabilité dans le sud de la Méditerranée et à créer un espace de prospérité partagée.

Nous ne devons pas nous contenter de blâmer les autres mais aussi faire nos devoirs en interne. Nous devons encourager les Etats démocratiques, et construire une intégration régionale cohérente, comme au Maghreb par exemple. Le Maghreb ne fonctionne pas, et cela pourrait être une opportunité non seulement de faire face aux défis sécuritaires mais aussi de créer de la richesse, parce qu'au final, ce qui importe pour notre jeune génération, c'est la création d'emplois, la promotion de la croissance et c'est de notre propre responsabilité d'y arriver.

Par conséquent, nous devons travailler sur trois dimensions. Nous avons besoin de travailler dans la sphère politique en assurant la stabilité de tous les pays et en construisant des pays démocratiques basés sur la bonne gouvernance.

Deuxièmement, concernant les problèmes de sécurité, il est intéressant et important que nous coopérions dans le domaine de la sécurité et de l'échange de renseignements, en mettant en place une coopération sécuritaire effective et multifacettes, basée sur une stratégie réaliste, globale et cohérente qui détruirait le discours de haine et de violence des djihadistes. Grâce à cet échange d'informations et de renseignements, nous pourrions vaincre Daech.

La troisième dimension est le développement économique. Il est essentiel de créer de la richesse et des perspectives pour une prospérité partagée. Les opportunités dans notre région sont en rapport avec le développement économique et l'investissement, ainsi que la construction de groupements régionaux cohérents. En s'assurant que nous avons les moyens de nous positionner dans l'arène économique mondiale.

Enfin, je voudrais parler non pas de mon pays, mais de certaines idées que nous envisageons au Maroc. Le Maroc a pu progresser grâce à trois éléments : la vision, le leadership et les instruments ou l'approche. Tout d'abord la vision est de consolider notre processus démocratique. Nous avons beaucoup accompli, bien sûr, c'est un long processus, et nous avons fait ce choix depuis l'indépendance. En ce qui concerne le leadership, nous avons le roi Mohammed VI, qui était une force de propulsion pour faire avancer le pays et construire un Etat démocratique. Le troisième élément, c'est l'approche. Nous avons dû travailler avec tous les partis politiques, avec notre société civile, et nous avons appris par cette expérience à faire des compromis et à écouter l'autre. C'était une expérience générale qui nous a permis de construire quelque chose de cohérent, et je pense qu'aujourd'hui, nous avons une vision claire du futur.



Laissez-moi finir en m'attaquant à l'une des questions les plus importantes du jour. Outre le développement politique et économique, la priorité aujourd'hui est de déconstruire le discours djihadiste. Nous avons besoin d'une communication de riposte cohérente, soutenue et stratégique car les djihadistes utilisent internet, ils utilisent la communication, les médias, et nous devons déconstruire leur idéologie et la menace qu'ils posent, pas seulement pour notre région mais pour le monde dans son ensemble. Pour ce faire, nous avons besoin de voix, nous avons besoin de leadership, et nous avons besoin de personnes qui comprennent l'Islam.

Le Maroc tente de faire de son mieux. En construisant sur ses liens ancestraux avec de nombreux pays africains où souvent l'Islam fut historiquement introduit par le Maroc, ainsi que sur la légitimité de notre souverain et de son statut de commandeur des croyants et les résultats crédibles obtenus par une réforme réussie du champ religieux, le Royaume du Maroc est bien équipé pour aider à préserver et promouvoir une expression modérée, tolérante et ouverte de l'Islam sunnite, tel qu'il a toujours existé dans notre région.

Dans ce but, le Maroc, sous la direction de Sa Majesté le Roi Mohammed VI, entreprend des programmes de formation religieuse qui profitent à l'heure actuelle à des centaines d'imams en Afrique, pour aider à leur offrir une éducation pleinement respectueuse des préceptes traditionnels modérés partagés par tous les pays qui adhèrent à la doctrine malékite.

De la même façon, le Maroc et la France travaillent ensemble à la formation des imams, car la radicalisation aujourd'hui ne concerne pas seulement les musulmans vivant dans des pays musulmans. Combien y-t-il de musulmans en France aujourd'hui ? Il y a un Islam de France, il est important et la France aujourd'hui fait de son mieux pour intégrer cette population. Il nous faut des outils pour affaiblir cette radicalisation, cette philosophie extrémiste. Cela doit se faire par la riposte au discours de Daech, en facilitant les contre-messages par les dirigeants. Dans ce but commun, nous devons rassembler nos efforts.

Un pays seul ne peut y arriver. Nous devons nous entendre sur une stratégie de communication pour isoler Daech et peut-être pouvons-nous proposer une plateforme pour travailler sur ce point. Nous pouvons travailler pour rassembler tout le monde et mettre au point un outil qui nous aidera à être coordonnés dans la lutte contre ces extrémistes. Il faut bien sûr résoudre les conflits en cours, mais c'est un autre problème.